



Les Entretiens Eurafricains de Dakar

ou la création d'un véritable espace de débat public



Plus de 600 acteurs de la société civile, institutionnels ou jeunes étudiants sont venus pour travailler trois jours durant sous le magnifique chapiteau que l'IAM, le prestigieux Institut Africain de Management, avait monté tout exprès pour cette 3^{ème} édition des Entretiens Eurafricains. Co-organisée par ASCPE et la Cellule d'Analyse économique et sociale de la Primature animée par Moubarack Lo, elle était placée sous le haut patronage de son Excellence le Premier Ministre Mohammed Boun Abdallah Dionne.

Le président fondateur de l'IAM, Moustapha Mamba Guirassy s'est réjoui d'accueillir aux côtés du représentant du Premier Ministre soixante-douze intervenants de haut niveau pour ce dialogue eurafricain. Plus qu'une rencontre fructueuse, nous avons créé un véritable espace public de débat où les questions complexes du développement ont été abordées avec la volonté de clarifier si l'Union régionale est moteur d'une croissance inclusive. Rien d'évident tant les freins, venant des Etats ou des sociétés, à la réalisation d'un espace intégré existent. Quant à la croissance, de 5% par an depuis une dizaine d'années en Afrique de l'Ouest, elle n'est pas pour tout le monde. Les inégalités s'aggravent et devant les défis démographique et climatique, elles peuvent générer encore plus de tensions et de conflits. La conférence offerte le lundi après-midi sur les enjeux de sécurité, a fait la démonstration que sans développement intégré et mobilité, les pays en voie de peuplement - comme les a définis Jean-Marie Cour, grand démo-économiste - connaîtront plus de misère et de guerres... Les représentants de la CEDEAO et de l'Union européenne, ceux d'Allemagne, du Burkina Faso, d'Espagne, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, de la France, d'Italie, du Mali et du Maroc, ont confronté leurs analyses de façon constructive, ce qui a permis d'avancer des options pour agir vers une union des pays et des peuples plus intégrée.

L'Afrique s'éveille. Elle doit inventer son propre modèle de développement, à partir de ses réalités, ses traditions et sa culture, et en coopération avec les pays du monde. Les jeunes Africains ont osé interpeler leurs anciens qui leur ont laissé, ont-ils dit, un héritage lourd dû à une gestion passée qui a mis l'Afrique à genoux. Des jeunes conscients de leurs responsabilités, qui savent que s'ils ne s'en mêlent pas, il sera bien difficile de changer et d'aider l'Afrique à se redresser. Ils le feront avec leurs anciens car il faut tirer les leçons du passé au présent, et écrire l'avenir ensemble. Ils le feront avec les Européens qui doivent eux aussi oser regarder les réalités en face. Car si hier les pays d'Europe sont venus piller les richesses humaines et de matières premières en Afrique, ils investissent aujourd'hui trop peu pour l'aider à se développer. Quel type de développement ? Adapté, il devra être plus solidaire car l'Afrique ne gagnera pas si les Africains qui ne sont pas au bon endroit (ceux qui sont dans les pays pauvres, les régions en conflit, dans la brousse ou dans le désert) en sont exclus.

L'Afrique de l'Ouest doit construire son marché, comme un marché d'échanges et de coopérations. Elle a des besoins massifs de projets en infrastructures de réseaux pour favoriser les échanges, en interconnexions électriques pour permettre l'industrialisation et la transformation des produits de l'agriculture ou du sous-sol. Elle doit créer une véritable économie de la culture pour valoriser et diffuser ses œuvres, des écoles panafricaines pour former aux compétences et aux métiers dont l'économie régionale et les entreprises ont besoin, d'une industrie financière capable d'innover avec le numérique et de contribuer à la croissance des PME et des collectivités locales, véritables viviers d'emploi. Sans attendre, elle expérimente dans des grands projets transfrontières comme La Grande Muraille Verte ou la mise en valeur du Fleuve Sénégal.

Conscients que leurs institutions devront se réformer pour pouvoir construire des politiques économiques et industrielles communes, les intervenants, représentant les entreprises et les territoires comme les institutions, ont échangé « sans langue de bois » sur la réforme de la politique économique et monétaire de l'UEMOA, l'impulsion que devrait donner la CEDEAO, ou sur le rôle que pourrait jouer la BRVM pour les PME et les collectivités locales. Ces dernières, très présentes, sont apparues comme des acteurs qui vont jouer un rôle de plus en plus important pour un développement plus harmonieux entre les villes et les campagnes. Des idées neuves, comme une monnaie locale dans la zone permettant aux collectivités défavorisées de pouvoir vendre et acheter, ou la création des guichets « pilotes » pour lever l'épargne en milieu rural et l'investir dans des projets locaux, ou encore faire de la diaspora un nouvel actionnaire pour l'investissement... mériteront d'être creusées.

Et comme l'économie politique ne peut pas s'appréhender sans son soubassement culturel et historique, deux soirées cinéma sont venues enrichir la compréhension de nos relations passées et à venir. « Kemtiyu, Cheikh Anta » le film de Ousmane William Mbaye nous a invités à nous réapproprier notre passé pour pouvoir participer à l'évènement d'un monde meilleur, et le très émouvant documentaire de Julien Masson, « Mémoire en marche », a rendu hommage aux tirailleurs sénégalais en présence de leurs familles. Un grand moment d'histoire, complété par la visite de l'Île de Gorée et de la Maison des esclaves, ouvrant en quelque sorte le festival « Une semaine Eurafrique au cinéma » qui aura lieu à Paris du 18 au 24 juin sur « Le droit à la mémoire ».

Cette édition est venue « boucler » un 1^{er} cycle de conférences et colloques lancés après le Sommet de la Société civile organisé à Bruxelles en mars 2014 en marge du Sommet des chefs d'Etat entre l'Europe et l'Afrique, quatre années marquées par les étapes de Ouagadougou en février 2016, et de Paris en mars 2017. A Dakar, des analyses et des options ont émergé, qui seront soumises à nos institutions ici et là-bas, contribuant ainsi à la réflexion et à l'action pour construire des espaces régionaux plus solidaires en interne et plus coopératifs entre eux. Dans le prolongement de Dakar, nous proposons d'animer un séminaire sur le défi des peuplements et des migrations que les hommes devront organiser s'ils veulent pouvoir vivre ensemble sur notre planète qui va connaître des mutations économique, démographique et climatique inédites !

Claude Fischer-Herzog - Paris le 14 février 2018

